

FF JOHANNES SUTER

Nous finançons des PME aptes à innover et à créer des emplois

Avancées technologiques. Né pour soutenir la création d'emplois, le Fonds SVC-SA relève que les PME suisses misent sur des produits de niche à vocation mondiale.

Il y a un an, la société SVC-SA pour le capital-risque des PME lançait, en collaboration avec Credit Suisse, un fonds doté de 100 millions de francs. Il entend prendre des participations dans des entreprises innovantes en phase de croissance, disposant d'un solide business plan et susceptibles de créer rapidement des emplois. Douze mois plus tard, son CEO se réjouit du grand nombre de dossiers reçus et de la belle créativité des PME et des start-up suisses dans les technologies de pointe.

Combien de demandes reçues en un an? Plus de 400 demandes de financement nous sont parvenues. C'est beaucoup plus que ce que nous avons anticipé. Nous sommes positivement surpris de l'intérêt suscité par notre initiative.

Quel montant avez-vous déjà investi et dans combien d'entreprises? Nous avons placé quelque 20 millions de francs dans 13 entreprises: neuf se trouvent en Suisse alémanique, trois en Suisse romande et une au Tessin. Notre comité d'investissement ne retient que les projets les plus prometteurs en termes d'innovation et de création d'emplois.

Avez-vous un objectif de rendement pour les fonds investis? Tous les rendements que nous pourrions dégager de nos investissements dans des start-up et des PME seront réinvestis dans d'autres entreprises. Nous sélectionnons toutefois les sociétés ayant les meilleures perspectives financières: nous pourrions ainsi pérenniser notre action et contribuer à créer de nouveaux emplois à l'avenir.



BEATRICE DEVIÈNES

Quel est le montant moyen investi? Le montant de notre engagement est très variable: la plus faible participation a été de 600 000 francs et la plus importante de 3 millions. Nous investissons en moyenne 1,5 million par entreprise.

Privilégiez-vous certains secteurs? Nous soutenons un assez large spectre d'activités: 31% de nos investissements

ont été réalisés dans les applications informatiques, 26% dans l'engineering, 12% dans les produits électroniques, 10% dans les technologies médicales, 8% dans la chimie, 7% dans les médias et les réseaux sociaux et 6% dans l'alimentaire.

Y a-t-il un profil type du chef d'entreprise qui s'adresse à vous?

Le CEO ou le fondateur de l'entreprise est généralement un spécialiste de la technologie. Il s'agit souvent d'ingénieurs, diplômés de l'EPFL ou de l'EPFZ, qui ont conçu une innovation technologique et dont l'entreprise aborde le deuxième stade de sa croissance: celui où elle a besoin de capital pour élargir son marché. Nous intervenons généralement dans des entreprises ayant plus de trois ans d'existence et qui souhaitent croître: c'est un moment favorable pour la création d'emplois. Notre comité d'investissement est très attentif à la qualité du management; un bon business plan ne représente pas grand-chose sans les personnes aptes à conquérir un marché et à accompagner le développement d'une entreprise.

PROFIL

JOHANNES SUTER

CEO de SVC-SA pour le capital-risque des PME. Diplômé d'économie d'entreprise à l'Université de Zurich, il a occupé des postes à responsabilité auprès de KPMG, UBS et Credit Suisse Group. A exercé les fonctions de chief financial officer et de head of marketing sales à Swisscard AECS avant de rejoindre un Family Office en qualité de managing director en charge d'un important portefeuille de participations.

Vous ne soutenez donc pas la création de start-up par des étudiants? Il nous arrive d'investir dans des entreprises dont les dirigeants sont jeunes, mais ils ont déjà construit quelque chose.

Il vous reste 80 millions à investir sur les 100 budgétisés au départ. Quand pensez-vous atteindre votre pleine capacité? L'objectif n'était pas d'investir rapidement tout l'argent disponible, mais de repérer des entreprises aptes à innover et à créer des emplois. La totalité de la somme à disposition sera sans doute investie d'ici à la fin de 2013. A ce moment-là, nous serons probablement déjà en phase de réinvestissement des rendements dégagés sur nos premières prises de participation.

Quelles sont les activités des entreprises sélectionnées en Suisse romande?

Créée en 2007 à Lausanne, Poken SA est aujourd'hui leader dans son domaine. Cette société a mis au point un système de carte de visite fonctionnant par radiofréquence (RFID) et intégré à une clé USB. Cela permet d'échanger très facilement des données et des contacts. Cette entreprise participe à la pénétration du marché du NFC (Near Field Communication) avec un fabricant de téléphones portables. Basée à Morges, Silentsoft SA a été fondée en 2000 sur le campus de l'EPFL. Elle est leader européen de la fourniture de solutions télémétriques pour l'optimisation de l'énergie dans les bâtiments et la gestion des stocks à distance. Quant à Omnisens à Morges – également une spin-off de l'EPFL –, elle offre à ses clients des solutions basées sur la fibre optique permettant de détecter la fatigue, les torsions et les différences de température sur des pipelines ou des

câbles à haute tension. De quoi anticiper d'éventuels dommages à venir. C'est une aide précieuse pour prévenir des atteintes à l'environnement.

Envisagez-vous d'élargir votre activité, peut-être en attirant d'autres donateurs que Credit Suisse?

Nous devons d'abord démontrer que notre modèle fonctionne et contribue à stimuler l'innovation en Suisse et à créer des emplois. Les 13 entreprises que nous suivons emploient quelque 180 personnes et devraient créer 300 emplois supplémentaires si leurs business plans se déroulent comme prévu. Nous pouvons nous réjouir de la capacité d'innovation des PME suisses. Souvent, ces petites entreprises se spécialisent dans la production d'un produit de niche, vendu partout dans le monde. ◦

PROPOS RECUEILLIS PAR GENEVIÈVE BRUNET >>>



UNE HISTOIRE
UN AVENIR

Chaque rêve est unique. Chaque passion évoque une histoire originale. Votre patrimoine a une histoire, donnons-lui un avenir.



PIGUET GALLAND & CIE SA
BANQUIERS DEPUIS 1856

GENÈVE LAUSANNE LUGANO NEUCHÂTEL NYON YVERDON-LES-BAINS
WWW.PIGUETGALLAND.COM

Si les pays en difficulté ne mettent pas en place les mesures nécessaires d'ajustement, alors intervenir dans leur politique nationale pourrait être une façon d'assurer le fonctionnement de l'union monétaire.»

Jürgen Stark, chef économiste de la Banque centrale européenne (BCE)

Refuge. Comme l'or, le franc suisse joue le rôle de réserve de valeur. D'où un risque de variations brutales.

Hausse du franc Gare au reflux

«**D**epuis plusieurs mois, l'attitude des investisseurs à l'égard du franc suisse suggère que ces derniers considèrent la devise helvétique comme un substitut valable à l'or, relève la Banque Syz dans le dernier *Un mois en images*. Pour preuve, mesuré en CHF, le cours de l'or est resté stable en 2011.» Nombre de commentateurs évoquent le rôle de réserve de valeur attribué au franc par des épargnants en dollars, en euros ou, pire, dans une des monnaies qui s'est effondrée face à ces deux devises. Une récente chronique du journal *Le Monde* consacrée aux changes était ainsi titrée «Face à la cacophonie grecque, retour au franc... suisse».

Avec un dollar valant moins de 0.85 franc et un euro ayant touché un plancher à 1.215 franc, l'économie risque de ralentir. Les hôteliers enregistrent déjà une baisse du nombre de nuitées, tandis que les entreprises rognent sur leurs marges en espérant ne pas perdre des parts de marché à l'exportation. Même les banques – et on imagine volontiers qu'elles se réjouissent d'une hausse de la monnaie attirant des capitaux – sont prises dans un effet ciseaux: «La dépréciation des principales monnaies face au franc tend à diminuer les masses sous gestion et induit donc pour l'industrie financière une baisse des revenus qui s'avère d'autant plus gênante que les coûts, eux, sont en francs», relève l'Association des banquiers privés suisses dans son rapport annuel.

Le vrai danger: des variations brusques. Reste qu'une appréciation progressive du

franc sur plusieurs années n'est pas le principal péril guettant l'économie suisse. Plus grave serait un gain de valeur brutal, en cas de crise aiguë du dollar ou de l'euro. Et tout aussi problématique un soudain reflux de la valeur de Dame Helvetia, sur fond de retour à la confiance des investisseurs... La BNS n'a pas les moyens de contrer l'engouement pour le franc. Ses précédentes interventions ont sans doute permis d'éviter la déflation, mais elles ont coûté cher. Même des intérêts négatifs – souvent évoqués – seraient de peu d'effet pour contrer une panique d'investisseurs persuadés que leur épargne est en danger.

Si une réelle crise de change se déclençait, l'arrivée de capitaux étrangers serait massive; avec une flambée du franc qui pénaliserait durement l'économie. Mais l'actuel afflux d'argent en Suisse est déjà important. Il alimente une hausse des prix de l'immobilier, d'autant plus forte que la BNS est contrainte de garder son taux de référence au plancher: le Libor à trois mois sur le franc plafonne depuis des mois à 0,18%. Un retour à une situation moins chaotique sur les marchés financiers pourrait se traduire par un reflux des capitaux parqués en Suisse en attendant des jours meilleurs. De quoi provoquer à la fois un ajustement à la baisse trop rapide de la valeur du franc et une érosion des prix de l'immobilier. Gardienne de la stabilité des prix en Suisse, la BNS avait réussi ces dernières années à convaincre le monde que le franc n'était pas un refuge. Tout est à refaire. **o GB**



DÉCRYPTAGES

GENEVIÈVE
BRUNET

À L'OMBRE DU DOUBLE DIP

Coup de froid sur les marchés boursiers depuis mai et, maintenant, coup de blues général. Le spectre du double dip – ou le risque de rechute en récession – revient hanter les Etats-Unis. En mai, le taux de chômage a repassé la barre des 9% pour la première fois depuis décembre 2010. Et on n'entend plus d'optimistes annonçant que le chômage remonte mécaniquement lorsque la croissance repart, car les personnes jusque-là découragées de chercher un emploi se présentent de nouveau sur le marché du travail. Et pour cause: l'emploi repique du nez outre-Atlantique. Toujours en mai, 54 000 postes de travail ont été créés, alors qu'il en faudrait 100 000 au minimum chaque mois pour simplement stabiliser le chômage. Et bien

**LE RÊVE
S'EST
ÉVAPORÉ.**

davantage pour redonner du travail aux chômeurs. Ce coup de frein à la création de jobs tient à une croissance bien plus pousive qu'espéré: le PIB n'a gagné que 1,8% au premier trimestre contre 3,1% au troisième trimestre 2010. Pire: les prix moyens de l'immobilier repartent à la baisse, alors même que la valeur des maisons n'a toujours pas fini de chuter dans les Etats les plus touchés par la crise. A l'heure où le QE2 touche à sa fin, le rêve d'un retour à meilleure fortune s'est évaporé pour nombre d'Américains. Lueur d'espoir: les bénéficiaires des entreprises restent solides. Peut-être pas assez pour écarter le spectre grimaçant. **o**